

A class
daniel MIDAC
"Décharge"

PRÉFECTURE DE LA LOIRE

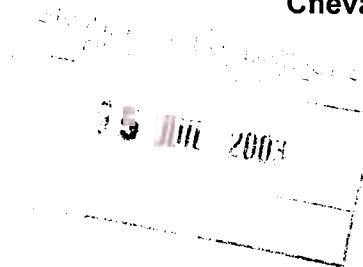
DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTÉRIELLES
ET EUROPÉENNES

BUREAU
DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU CADRE DE VIE

Affaire suivie par : Rolande MARIATTE
E-mail : rolande.mariatte@loire.pref.gouv.fr
☎ 04.77.48.48.91
Dossier n° 74/1834

Le Préfet de la Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

AP 10 juillet 2003



Arrêté n° 19 601

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L 516-1 ;

VU le décret modifié du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (codifiée au Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement) et notamment ses articles 2-1, 18, 23.2 à 23.7 ;

VU l'arrêté ministériel du 1er février 1996 fixant le modèle d'attestation des garanties financières ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 octobre 1974 modifié par les arrêtés préfectoraux des 27 juillet 1982, 16 mars 1983, 25 mai 1984, 17 janvier 1990, 21 juin 1990, 6 novembre 2000 réglementant l'exploitation de la décharge de déchets industriels de la **S.A. MIDAC** à SURY-LE-COMTAL - Parcelle n°157 Section BP ;

VU le dossier fourni le 11 décembre 2000 par l'exploitant susvisé présentant les éléments de calcul du montant des garanties financières ;

VU le rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 26 mars 2003 complété le 25 avril 2003 ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène, au cours de sa séance du 15 mai 2003 ;

CONSIDERANT que le dossier susvisé a été établi suivant la méthode déterminée par la circulaire ministérielle du 23 avril 1999 relative aux garanties financières pour les installations de stockage de déchets et qu'il y a donc lieu d'imposer à l'installation susvisée les prescriptions complémentaires satisfaisant la réglementation applicable en la matière ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de poursuivre la surveillance des eaux souterraines

SUR PROPOSITION de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

.../...

3 - Renouvellement

L'exploitant adresse au Préfet, au plus tard trois mois avant l'échéance de la période en cours, le nouveau document attestant de la constitution des garanties financières pour la période suivante.

ARTICLE 3 - SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

L'exploitant fera procéder une fois par an à l'analyse des eaux souterraines prélevées en aval hydraulique du site de la décharge.

Les analyses seront réalisées par un laboratoire agréé. Le prélèvement d'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau seront réalisés suivant les normes en vigueur.

Les eaux pourront être prélevées dans le tube piézométrique existant à proximité nord-ouest du site. En cas d'indisponibilité de cet ouvrage, l'exploitant plantera un nouveau puits de mesure ; le nouvel emplacement sera choisi en accord avec un hydrogéologue agréé et offrira une représentativité des eaux souterraines au moins équivalente à celle du puits initial.

Les paramètres suivants seront analysés :

- niveau d'eau
- PH
- conductivité
- chrome hexavalent
- chrome total
- zinc
- nickel
- cyanures

Le résultat des mesures sera transmis à l'inspecteur des Installations Classées au plus tard 1 mois après leur réalisation, accompagnés des commentaires de l'exploitant sur l'évolution.

Une mesure sera réalisée sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 4

Un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

ARTICLE 5

Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le bénéficiaire et commence à courir du jour de la notification de la présente décision. Il est de quatre ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision, ce délai étant le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

ARTICLE 6

M. le Sous-Préfet de MONTBRISON, Monsieur le Maire de SURY-LE-COMTAL et M. l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation restera déposée en mairie où tout intéressé aura droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimum d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à SAINT-ETIENNE, le 30 JUIL. 2003

17

Michel MORIN

Ampliation adressée à :

- Monsieur le Directeur de la S.A. MIDAC
133 grande rue Franche
42450 - SURY-LE-COMTAL

- Maître Luigi POZZOLI
20 avenue Gambetta
42300 - ROANNE

- Monsieur le Sous-Préfet de MONTBRISON

- Monsieur le Maire de SURY-LE-COMTAL

- M. l'Inspecteur des installations classées - Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement

- Archives

- Chrono.

Pour le Préfet
et par délégation
L'Attaché Principal
Chef de Bureau
J. PENET